

CES NOUVELLES PIÈCES ENTRERONT EN VIGUEUR AU COURS DE L'ANNEE 2010

Zerhouni présente le passeport et la carte d'identité biométriques électroniques

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a présenté, hier, le nouveau passeport et la nouvelle carte d'identité biométriques électroniques. L'octroi de ces pièces «quasiment infalsifiables» entrera en vigueur dès l'année prochaine à travers un processus de délivrance spécifique.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -L'administration algérienne va entrer directement dans le e-government avec la mise à disposition des citoyens, dans quelques mois, de nouveaux documents identitaires et de la numérisation du fichier national d'état civil.

Le ministre de l'Intérieur a présenté, hier, au siège de la wilaya d'Alger, les détails de ce projet. «L'objectif de ce projet est d'offrir aux citoyens des titres fiables pour les protéger contre les tentatives d'usurpation d'identité. Les procédés de fabrication font que ces documents sont quasiment infalsifiables. Le processus de délivrance nous permettra également de lutter efficacement contre le terrorisme, la criminalité et la délinquance», a expliqué Nourredine-Yazid Zerhouni à une assistance composée de hauts responsables de l'Etat, dont le patron de la Sûreté nationale, Ali Tounsi, et le commandant de la Gendarmerie nationale, le général major Ahmed

Boustilla. Ce projet comprend, en fait, différents aspects divisés en plusieurs phases. La priorité a été donnée à la mise en œuvre du passeport biométrique électronique (PBE) afin de permettre à l'Algérie de se conformer aux recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). «Nous sommes tenus, à l'instar de l'ensemble des pays du monde, de ne plus mettre en circulation des passeports non biométriques avant le 10 avril 2010», a indiqué le ministre de l'Intérieur.

Pour faire face à cette échéance, les services du ministère de l'Intérieur ont dû mettre en place une nouvelle organisation. Ainsi, les personnes titulaires d'un «ancien» passeport pourront l'utiliser jusqu'à son expiration.

«Pour le nouveau passeport, la priorité sera donnée aux primodemandeurs puis, par la suite, aux citoyens dont le titre de voyage est arrivé à expiration. Le passe-

port dans son format actuel continuera à être délivré par les daïras jusqu'au 31 mars 2010».

Notons qu'une expérience pilote pour la délivrance du PBE est menée depuis près de deux mois au niveau de la daïra de Hussein-Dey et sera bientôt élargie à 25 autres daïras dans l'ensemble du pays avant sa généralisation.

L'ensemble de la procédure (élaboration et dépôt de dossiers après rendez-vous ; prise de photo, des empreintes digitales et de l'iris de l'œil ; transfert des dossiers finalisés pour confirmation et enregistrement auprès des services de sécurité et vers le centre de production puis remise du document) se déroulera au niveau de cette administration dans un délai approximatif d'un mois. Pour les Algériens résidant à l'étranger, la délivrance sera du ressort des représentations consulaires.

Pour sa part, la carte nationale d'identité biométrique (CNIBE) entrera en vigueur au courant du second semestre de l'année 2010. La chaîne de production de ces



Photo : Samir Sid

Modernisation des documents identitaires.

cartes, dotées de puces électroniques, est en cours d'acquisition. A ce titre, le ministre de l'Intérieur a précisé que les entreprises algériennes qui maîtrisent certains aspects liés à la production — notamment le support carte et les logiciels — «bénéficieront de la préférence nationale». Cette révolution ne concernera pas uni-

quement les documents d'identité mais aussi, et surtout, les démarches administratives pour leur délivrance. Pour obtenir son PBE ou sa CNIBE, il faudra avant tout se faire délivrer un extrait d'acte de naissance «n° 12 S» auprès de sa commune de naissance.

«Ce document est fabriqué dans du papier à billet de

banque sécurisé. Seul le président de l'APC sera habilité à le signer», a souligné Zerhouni. Ce n'est pas tout. Le demandeur devra être accompagné d'un «garant» qui sera tenu de confirmer toutes les informations. La responsabilité pénale du garant sera engagée. Ce document est en fait à la base de tout le système développé par le département de l'Intérieur.

La finalité de ce projet étant de mettre en place le registre national de l'état civil et de la population. «A l'avenir, tout citoyen algérien sera inscrit dans ce fichier et aura un numéro d'identification. Tous les pays développés ont adopté ce système d'identification, c'est le cas notamment des Etats-Unis où il est nommé numéro de sécurité sociale», dira le ministre de l'Intérieur. Pour ce qui est du coût de ce méga-projet, Zerhouni a indiqué qu'il devrait atteindre les 25 millions d'euros mais est resté très évasif sur les entreprises étrangères qui ont participé à son développement.

T. H.

La sécurité préoccupe l'Algérienne des eaux

La sécurité et la prévention, volet d'extrême importance dans toute entreprise qui se respecte, sont au centre des préoccupations de la direction de l'Algérienne des eaux (ADE). C'est du moins ce qui ressort de l'intérêt accordé, deux jours durant, à la formation dispensée aux personnels chargés de la sécurité des unités de Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdès, soit l'une des zones de l'ADE dont le patrimoine est l'un des plus importants du pays.

Avec ses 381 forages, ses 7 stations de traitement, ses 214 stations de pompage et ses 1 065 réservoirs, la zone de

Tizi-Ouzou, qui regroupe donc les unités de trois wilayas, ne peut pas se permettre la survenue d'une catastrophe pour ensuite engager la réflexion pour la formation de ses personnels.

Ainsi, pour ce qui concerne l'ADE, ils sont pas moins de 500 agents chargés de la sécurité, un séminaire de formation et de sensibilisation est dispensé depuis hier à Tizi-Ouzou, à leur attention avec la contribution de la Protection civile.

La lutte contre les incendies en milieu industriel, le secourisme et la gestion des risques majeurs ont été, ainsi, au centre de ces deux journées de formation assurées par des officiers de la Protection civile qui, le moins que

l'on puisse dire, sont sollicités de partout ces derniers temps puisqu'au début de cette semaine,

ils tenaient le premier rôle dans un séminaire d'une grande importance ayant trait aux risques d'inondation dans la wilayas de Tizi-Ouzou qui, en raison de sa monographie particulièrement difficile, regorge de sites considérés potentiellement inondables.

Les chargés de veiller à la sécurité des installations de l'ADE, en plus des explications théoriques, de véritables cours en fait, en eu droit à des démonstrations notamment dans la manipulation du matériel de secours et des différents types d'extincteurs, entre autres.

M. Azedine

UN SPOT PUBLICITAIRE DE NEDJMA POUR PROMOUVOIR LE TOURISME

«Algérie, le voyage du cœur»

En vue de promouvoir et de mettre en valeur les richesses touristiques de l'Algérie, un spot publicitaire réalisé par Wataniya Telecom Algérie en partenariat avec le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, sera bientôt diffusé sur les différentes chaînes de télévision nationales et internationales.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - C'est en vertu d'une convention signée en juillet 2008, entre les deux partenaires, que ce nouveau projet a vu le jour.

Hier, à l'issue d'une conférence de presse animée par le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, Chérif Rahmani, et le directeur général de Wataniya Telecom Algérie, Joseph Ged, à l'hôtel Sheraton, une première projection du spot publicitaire a été diffusée. Il s'agit d'une

présentation de quelques-unes des régions principales d'Algérie, à savoir le Sahara, la Kabylie, la côte méditerranéenne et enfin les vestiges archéologiques qui mettent en valeur le riche patrimoine de l'Algérie.

Pour vanter la destination Algérie et donner un maximum de retentissement à ce spot, Nedjma a fait appel à la star internationale Zinedine Zidane.

Bien que ce spot comporte les différents aspects touristiques du pays, Chérif Rahmani a insisté sur le fait

que cette initiative se base plus sur l'aspect humain qu'autre chose.

«On n'a pas réalisé ce spot dans le but de mettre seulement en valeur les différentes régions touristiques du pays. Car il y en a tellement qu'il nous faudrait tout un film pour le faire. Mais, au contraire, ce spot se voulait initialement à caractère humain, c'est-à-dire, montrer au monde les qualités du peuple algérien, sa générosité, son sens de l'hospitalité et surtout la sérénité et le retour au calme dans le pays», a-t-il indiqué.

En effet, le ministre, qui a beaucoup insisté sur ce fait, a affirmé que beaucoup de gens à travers le monde gardent toujours de l'Algérie cette mauvaise image de la décennie noire. Pour

Rahmani, il est temps de montrer au monde que l'Algérie a bien changé et qu'elle est surtout prête à accueillir et à assurer la sécurité des touristes, d'autant plus, comme l'a indiqué Joseph Ged, que «l'Algérie dispose de tous les moyens, surtout naturels, pour promouvoir le secteur du tourisme».

En effet, ce spot publicitaire qui a été réalisé sous le slogan de «Algérie, le voyage du cœur», sera dans quelques jours, selon les précisions de Joseph Ged, sur les différentes chaînes de télévision nationales et internationales.

Les chaînes étrangères sélectionnées sont pour l'instant France 24, Euronews et CNN.

M. M.

EXTENSION DU DROIT DE VOTE

Les expériences marocaines et tunisiennes en revue

Le professeur Laurie Brand, spécialiste en relations internationales et directrice de l'université du sud de la Californie, a animé hier au centre du quotidien Echaâb, une conférence portant sur «les communautés émigrées et le vote».

S'intéressant aux relations interarabes, la conférencière s'est interrogée sur l'objectif de l'extension du droit de vote par ces pays. «Il y a une quinzaine d'années, certains Etats ont commencé à s'intéresser à l'émigration et à son rôle dans la vie politique, notamment par la voie des élections», a-t-elle indiqué. Un contexte qui se «conjugue» sous des formes différentes selon les pays d'origine.

Dans les pays démocrates, le vote qui est un droit élémentaire constitue un «outil» pour ne pas «délaisser» la communauté émigrée.

Tandis que chez les pouvoirs non démocrates, «l'extension du vote vers la communauté installée à l'étranger se base sur trois objectifs : refléter l'image d'une éventuelle ouverture politique, étendre le pouvoir à travers cette communauté et l'exploiter comme une source financière», a-t-elle expliqué. Un cas qui s'applique, dit-elle, au Maroc et à la Tunisie.

Au Maroc, «le palais a essayé, en 1984, de tendre la main aux partis politiques opposants au régime marocain mais sans les inclure dans le changement et les décisions».

Selon Laurie Brand, le conflit du Sahara occidental a eu aussi son poids dans cette décision d'extension du droit de vote vers les Marocains résidant à l'étranger (MRE) afin de bénéficier de leur soutien.

C'est ainsi que le trône alaouite a décidé d'établir une amicale avec les MRE et de leur accorder cinq sièges au Parlement. Une stratégie, a-t-elle affirmé, qui vise à contrôler et à surveiller ses ressortissants et à récupérer tous ses «beurs».

Quant à la Tunisie, l'intervenante a indiqué que suite à une stagnation politique, à un malaise économique et à la propagation de l'opposition islamiste, «le président Zine El Abidine Ben Ali est arrivé au pouvoir avec ce qu'appellent les Tunisiens le Changement».

Les réformes de cette «ouverture», ont ainsi permis en avril 1988 l'extension du droit de vote aux Tunisiens résidant à l'étranger (TRE) et d'établir une amicale à l'Hexagone.

«Le droit de vote des TRE est venu pour légitimer le pouvoir politique, et les scrutins ont souvent servi d'instrument de contrôle et de mobilisation des ressortissants», conclut-elle.

Rym Nasri